

**CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE**

**RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

**31 MARS 2023**



**CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE**

**RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

**31 MARS 2023**

**SOMMAIRE**

<b>RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT</b>	<b>1</b>
<b>ÉTATS FINANCIERS</b>	
Résultats	4
Évolution de l'actif net	5
Bilan	6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8
Résultats par projet 2023	17
Résultats par projet 2022	18
Annexe - Les Appartements Entre-Gens	19



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

### ***Opinion***

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'organisme Centre communautaire Petite-Côte, qui comprennent le bilan au 31 mars 2023, et les états des résultats, l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2023, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### ***Fondement de l'opinion***

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### ***Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers***

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

### ***Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers***

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;

Roland Naccache et Associés S.E.N.C.R.L.  
8200 Boul. Décarie, Bureau 190  
Montréal (Québec) H4P 2P5  
Téléphone : 514.933.9982  
Sans-frais : 866.933.8611  
Télécopieur : 514.933.1142  
www.rolandnaccache.ca



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Roland Naccache et Associés*

Roland Naccache et Associés S.E.N.C.R.L.<sup>1</sup>

Montréal, le 6 juin 2023

---

<sup>1</sup> Par CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A111929

**CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE**

**RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2023**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
	\$	\$
<b>PRODUITS</b>		
Subventions - note 13	801 221	793 588
Location de salles	134 771	110 792
Les Appartements Entre-Gens - Annexe	38 082	25 354
Contribution des bénévoles - note 14	14 977	8 613
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	32 700	25 428
Remise de projets et autres	20 007	30 135
Amortissement des dons reportés afférents aux immobilisations	7 037	8 677
Activités d'autofinancement	660	1 097
Cotisations membres et contributions des participants	6 476	3 077
Ventes de produits et services	1 537	1 297
Autres revenus et autres subventions	25 250	24 520
Intérêts	11 208	2 801
	<u>1 093 926</u>	<u>1 035 379</u>
<b>CHARGES</b>		
Salaires et charges sociales	740 339	674 442
Honoraires professionnels	78 641	111 085
Donation	15 000	-
Amortissement des immobilisations corporelles	51 818	45 938
Dépenses d'activités	35 395	24 991
Les Appartements Entre-Gens - Annexe	27 055	30 330
Contribution des bénévoles - note 14	14 977	8 613
Entretien et réparations	15 758	12 954
Électricité et chauffage	31 724	26 433
Frais administratifs des projets	21 964	31 031
Taxes et permis	17 707	16 313
Fournitures de bureau	14 438	11 336
Télécommunications	5 791	5 589
Assurances	12 964	10 803
Régime de retraite - note 16	10 151	9 524
Impression et photocopies	3 882	3 544
Divers	3 352	6 014
Dépenses d'équipe	6 398	3 874
Publicité	359	1 137
Location d'équipement	2 171	2 167
Frais de formation	3 080	259
Frais postaux	50	370
Cotisations et abonnements	7 108	5 788
Frais de déplacement et de représentation	1 287	1 183
Intérêts et frais de banque	3 256	2 978
	<u>1 124 665</u>	<u>1 046 696</u>
<b>INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<b>(30 739)</b>	<b>(11 317)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE**

**ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2023**

	Affectation Les Appartements Entre-Gens - note 12	Affectations d'origines internes - note 12	Investi en Immobi- lisations	Non affecté	<b>2023</b>	<b>2022</b>
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT	53 265	301 229	180 261	248 964	783 719	795 036
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	-	(15 000) *	(12 081)	(3 658)	(30 739)	(11 317)
Affectations d'origines internes - note 12	11 027	(56 229)	-	45 202	-	-
Investissement en immobilisations	-	-	64 480	(64 480)	-	-
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<b>64 292</b>	<b>230 000</b>	<b>232 660</b>	<b>226 028</b>	<b>752 980</b>	<b>783 719</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

\* Le solde correspond à:

Amortissement des immobilisations	51 818
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	<u>(39 737)</u>
Total	<u>12 081</u>

**CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE**

**BILAN  
31 MARS 2023**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
	\$	\$
<b>ACTIF</b>		
À COURT TERME		
Encaisse	685 100	868 583
Comptes clients et autres créances - note 3	102 005	55 429
Subventions à recevoir - note 4	45 188	19 469
Frais payés d'avance	15 871	14 927
	848 164	958 408
SUBVENTIONS À RECEVOIR - note 4	14 700	25 660
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - note 5	1 531 016	1 160 607
	<b>2 393 880</b>	<b>2 144 675</b>
<b>PASSIF</b>		
À COURT TERME		
Créditeurs - note 7	114 942	114 212
Apports reportés - note 8	148 760	190 172
Revenu perçu d'avance	13 231	-
Dettes à long terme échéant au cours du prochain exercice - note 9	10 911	10 566
	287 844	314 950
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS - note 10	1 156 817	831 770
DONS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS - note 11	141 539	148 576
DETTE À LONG TERME - note 9	54 700	65 660
	1 353 056	1 046 006
	1 640 900	1 360 956
<b>ACTIF NET</b>		
AFFECTATION LES APPARTEMENT ENTRE-GENS	64 292	53 265
AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE	230 000	301 229
INVESTI EN IMMOBILISATIONS	232 660	180 261
NON AFFECTÉ	226 028	248 964
	752 980	783 719
	<b>2 393 880</b>	<b>2 144 675</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**


Administrateur

Alex Dubert

Administrateur

**CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE**

**FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2023**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
	\$	\$
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Insuffisance des produits sur les charges	(30 739)	(11 317)
Éléments sans incidence sur les liquidités :		
Amortissement des immobilisations corporelles	51 818	45 938
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	(32 700)	(25 428)
Amortissement des dons reportés afférents aux immobilisations	(7 037)	(8 677)
	(18 658)	516
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Comptes clients et autres créances	(46 576)	(27 643)
Subventions à recevoir	(14 759)	25 189
Frais payés d'avance	( 944)	(7 076)
Créditeurs	730	6 824
Apports reportés	(41 412)	(33 942)
Revenu perçu d'avance	13 231	-
	(89 730)	(36 648)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(108 388)	(36 132)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(64 480)	(5 196)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Variation de la dette à long terme	(10 615)	(10 404)
<b>DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	(183 483)	(51 732)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	868 583	920 315
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE</b>	<b>685 100</b>	<b>868 583</b>
Représentée par:		
Encaisse	<b>685 100</b>	<b>868 583</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

### NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2023

#### 1 FORME JURIDIQUE ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE (l'« Organisme »), est constitué en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (Québec). Il a comme activité principale l'aide aux jeunes et aux personnes défavorisés du quartier Rosemont.

CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

#### 2 MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

##### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui touchent les montants des actifs et des passifs déclarés, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et le montant des produits et des charges pour la période visée. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent la durée de vie des immobilisations aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation de leur valeur recouvrable nette. Le recouvrement des subventions à recevoir et des comptes clients et autres créances sont également sujet à certaines estimations et hypothèses. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

##### Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les revenus de location de salles sont constatés à titre de produits selon la date de location des salles.

Les loyers sont constatés à titre de produits de l'exercice auquel ils se rapportent et les autres produits sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés, à la condition que leur réception soit raisonnablement assurée.

Les autres revenus sont constatés à titre de produits lorsque le service a été rendu ou que les activités-bénéfices ont eu lieu.

##### Apports reçus sous forme de services

L'organisme constate les apports reçus sous forme d'aide des bénévoles lorsque la juste valeur de ces apports peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que l'organisme aurait dû se procurer autrement cette aide pour son fonctionnement. Ces montants sont établis par la direction en fonction de leurs valeurs marchandes.

## CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

### NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2023

## 2 MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des comptes clients et autres créances, à l'exception des sommes à recevoir de l'État, et des subventions à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs, à l'exception des sommes à remettre à l'État, et de la dette à long terme.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations sont comptabilisés à la juste valeur de l'apport. Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative respective selon les méthodes et taux indiqués ci-dessous. Elles sont aussi soumises à des tests de dépréciation.

<u>Descriptions</u>	<u>Méthode</u>	<u>Taux / durée</u>
Bâtisses	Dégressif	4 %
Mobilier et équipement	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans

### Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque les circonstances indiquent qu'ils ne contribuent plus à la capacité de l'organisme de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs ou du potentiel de service qui sont associés aux actifs à long terme est inférieure à leur valeur comptable nette. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur ou sur son coût de remplacement. Une réduction de valeur ne doit pas faire l'objet de reprises.

### Apports et dons en immobilisations reportés

Les apports et les dons relatifs aux immobilisations sont comptabilisés à titre d'apport/don reportés puis amortis de la même façon que les immobilisations auxquels ils se rapportent.

### Ventilation des charges

L'organisme impute certaines charges administratives aux activités selon une clé de répartition qu'il a jugée adaptée à chaque type de charges et qu'il utilise avec constance année après année. Les charges liées aux salaires sont basées sur les heures spécifiques et les charges liés aux autres dépenses sont basées sur le coût réel des projets.

**CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 MARS 2023**

**3 COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
	\$	\$
Comptes clients	43 164	27 970
Sommes à recevoir de l'État	58 841	27 459
	<u>102 005</u>	<u>55 429</u>

**4 SUBVENTIONS À RECEVOIR**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
	\$	\$
<u>Court terme</u>		
Gouvernement du Canada - Fonds d'infrastructures alimentaires	20 463	-
Ville de Montréal - PIMJ	5 056	-
Ville de Montréal - Alliances solidarité	4 200	4 200
Réseau réussite Montréal	-	313
Sport et loisir de l'île de Montréal	-	2 406
MSSS - CIUSSS - Vers un chez soi	4 558	1 984
Subvention S.H.Q. (Les Appartements Entre-Gens) - note 9	10 911	10 566
	<u>45 188</u>	<u>19 469</u>
<u>Long terme</u>		
Subvention S.H.Q. (Les Appartements Entre-Gens) - note 9	14 700	25 660
	<u>14 700</u>	<u>25 660</u>

**5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

	<b>2023</b>		<b>2022</b>	
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Terrains	198 800	-	198 800	198 800
Bâtisses	2 276 796	956 449	1 320 347	950 005
Mobilier et équipement	198 307	186 438	11 869	11 598
Matériel informatique	21 458	21 458	-	204
	<u>2 497 054</u>	<u>977 907</u>	<u>1 531 016</u>	<u>1 160 607</u>

**6 EMPRUNT BANCAIRE**

L'organisme dispose d'une marge de 45 000 \$ auprès Accord D Affaires au taux préférentiel Desjardins. L'emprunt bancaire est garanti par l'universalité des actifs de l'organisme. En date du 31 mars 2023, l'emprunt bancaire n'est pas utilisé.

**CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 MARS 2023**

**7 CRÉDITEURS**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
	\$	\$
Comptes à payer	4 851	13 328
Vacances à payer	63 184	71 311
Frais courus	31 380	14 896
Dépôts de location de salles	2 100	1 818
Salaires courus	13 184	12 748
Sommes à remettre à l'État	243	111
	<u>114 942</u>	<u>114 212</u>

**8 APPORTS REPORTÉS**

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice considérées et destinées à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	Solde 31 mars <b>2022</b>	Octroi (rembour- sement)	Constaté à titre de produits	Solde 31 mars <b>2023</b>
	\$	\$	\$	\$
Ville de Montréal - Programme jeunesse (Bunker)	74 028	65 341	90 617	48 752
Ville de Montréal - PIMJ	4 440	15 686	20 126	-
Ville de Montréal - Tandem	4 987	500	5 487	-
Ville de Montréal - Politique de l'enfant	3 244	3 760	7 004	-
MSSS - CCSMTL PSOC - activités spécifiques - SCLS	11 364	76 684	88 048	-
Centraide - Autres	6 643	-	6 643	-
MSSS - CCSMTL DRSP - MVFJ (mesure 4.2)	8 682	-	8 682	-
Fondation Dufresne et Gauthier	6 498	12 000	18 498	-
Fondation Grace Dart	64 016	50 000	27 008	87 008
Soutien à l'action bénévole	-	13 000	-	13 000
Fondation la CLÉ ( ex Fondation de l'OMHM)	6 270	-	6 270	-
	<u>190 172</u>	<u>236 971</u>	<u>278 383</u>	<u>148 760</u>

**CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES  
31 MARS 2023**

**9 DETTE À LONG TERME**

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
	\$	\$
Dette à terme, échéant en décembre 2025. La dette ne porte pas intérêt jusqu'au 31 décembre 2023. Si le 40 000 \$ de la dette est remboursée avant le 31 décembre 2023, la société aura droit à 20 000 \$ de remise de la dette.	60 000	60 000
Portion non remboursable de la dette à terme - CUEC	(20 000)	(20,000)
Emprunt à terme, remboursable par mensualités de 937 \$ incluant les intérêts aux taux de 2,01 %, échéant le 1er juillet 2025 et garanti par le Programme SHQ AccèsLogis.	25 611	36 226
	<u>65 611</u>	<u>76 226</u>
Moins : Portion échéant au cours du prochain exercice	(10 911)	(10 566)
	<u>54 700</u>	<u>65 660</u>

Les versements en capital sur la dette à long terme à effectuer au cours des prochains exercices, sont les suivants : 2024, 10 911 \$, 2025, 11 268 \$ et 2026, 3 432 \$.

**10 APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS**

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
	\$	\$
Solde au début	831 770	799 835
Desjardins	153 120	15 000
Gouvernement du Canada	204 627	42 363
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	<u>(32 700)</u>	<u>(25 428)</u>
Solde à la fin	<u>1 156 817</u>	<u>831 770</u>

**11 DONS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS**

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
	\$	\$
Solde au début	148 576	157 253
Amortissement des dons reportés afférents aux immobilisations	<u>(7 037)</u>	<u>(8 677)</u>
Solde à la fin	<u>141 539</u>	<u>148 576</u>

## CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

### NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 MARS 2023

#### 12 AFFECTATIONS D'ORIGINES INTERNES

##### Affectations d'origines internes

Le Conseil d'administration a résolu de créer des affectations internes dont les objets sont d'accumuler des sommes permettant d'effectuer les dépenses futures prévues par l'organisme.

L'organisme ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations internes à d'autres fins sans le consentement préalable du Conseil d'administration.

À la fin de l'exercice, les variations survenues dans les affectations internes sont les suivantes :

	Solde 31 mars <b>2022</b>	Affectation durant l'exercice	Utilisation durant l'exercice	Solde 31 mars <b>2023</b>
	\$	\$	\$	\$
Réserve immobilière	210 000	5 000	-	215 000
Réserve mobilière	10 000	5 000	-	15 000
Réserve d'urgence	10 000	(10 000)	-	-
Réserve pour Bunker	4 654	(4 654)	-	-
Réserve pour Familles	25 737	(25 737)	-	-
Réserve pour Adultes	2 614	(2 614)	-	-
Réserve persévérance scolaire	38 224	(23 224)	15 000	-
	<b>301 229</b>	<b>(56 229)</b>	<b>15 000</b>	<b>230 000</b>

##### Affectations Les Appartements Entre-Gens

Le programme SHQ AccèsLogis exige de créer des réserves pour les Appartements Entre-Gens :

Réserve de remplacement immobilière	16 926	900	-	17 826
Réserve de remplacement mobilière	21 342	-	-	21 342
Surplus d'exploitation	14 997	10 127	-	25 124
	<b>53 265</b>	<b>11 027</b>	<b>-</b>	<b>64 292</b>

**CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

**31 MARS 2023**

**13 SUBVENTIONS**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
	\$	\$
CENTRAIDE	207 775	203 900
CENTRAIDE - Autres	6 644	714
CENTRAIDE - Camps	-	2 200
 <b>Subventions provinciales</b>		
MSSS - CCSMTL PSOC - Mission globale	166 278	227 959
MSSS - CCSMTL PSOC - activités spécifiques - SCLS	88 048	-
MSSS - CCSMTL DRSP - SIPPE (mesure 3.1)	11 320	10 673
MSSS - CCSMTL DRSP - MVFJ (mesure 4.2)	17 786	23 377
MSSS - CIUSSS - Vers un chez soi	45 584	21 519
Emploi Québec	-	2 347
Autres subventions - Députés	2 800	2 500
 <b>Subvention municipales</b>		
Ville de Montréal - Programme jeunesse (Bunker)	90 617	55 619
Ville de Montréal - PIMJ	20 126	10 950
Ville de Montréal - Tandem	5 487	1 513
Ville de Montréal - Alliances solidarité	42 000	42 000
Ville de Montréal - Politique de l'enfant	7 004	11 796
Ville de Montréal - Mobilier	-	41
 <b>Subvention fédérales</b>		
Emplois été Canada	19 607	24 305
Gouvernement du Canada - Fonds pour l'accèsibilité	-	48 478
 <b>Autres subventions</b>		
Fondation choix du président	-	2 500
Fondation Dufresne et Gauthier	18 498	14 935
Fondation Grace Dart	27 008	39 464
Fondation la CLÉ (ex Fondation de l'OMHM)	6 269	13 012
Réseau réussite Montréal	9 779	15 654
Sport et loisir de l'île de Montréal	8 591	18 132
	<u>801 221</u>	<u>793 588</u>

**14 APPORTS REÇUS SOUS FORME DE SERVICES**

En 2022-2023, l'organisme évalue que les bénévoles ont consacré 1 051 heures (638 heures en 2021-2022) à aider l'organisme à assurer la prestation de ses services. Au taux du salaire minimum soit 14,25 \$/heure (13,50 \$/heure en 2021-2022), la direction estime la valeur de ces apports à 14 977 \$ (8 613 \$ en 2021-2022).

## CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

### NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2023

#### 15 MAISON DE LA FAMILLE

Le CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE offre un support organisationnel à trois autres organismes à but non lucratif (satellites, non apparentées), constitués en vertu de la partie III de la loi sur les corporations du Québec. Réunies au sein de la Maison de la famille, il s'agit des corporations suivantes :

PARC D'HIVER DE ROSEMONT	Elle a comme activité principale l'organisation de période de jeux dans le gymnase, de fêtes, de sorties, etc.
JOUJOUTHÈQUE DE ROSEMONT	Elle a comme activité principale la gestion de jouets pour fins de prêts.
GROUPE D'ENTRAIDE NIDAMI	Elle a comme activité principale l'organisation de sorties en camp pour les familles à faible revenu.

#### 16 RÉGIME DE RETRAITE

Le 1er avril 2014, le Conseil d'administration a adhéré à un régime inter entreprise de retraite à prestations déterminées. Les cotisations patronales et la méthode pour calculer la rente normale sont déterminées à l'avance. Le coût des engagements du régime, déduction faite de la cotisation patronale qui est fixée, est totalement à la seule charge des participants actifs au régime. Le régime est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées puisqu'il n'est pas possible au prix d'un effort raisonnable d'obtenir la part des actifs, des obligations et de l'excédent ou le déficit du régime appartenant strictement à l'organisme ou, le cas échéant, au seul participant.

La cotisation minimale totale est de 2 % du salaire brut. La cotisation de l'employeur doit être au moins égale à 50 % de la cotisation totale et peut aller jusqu'à 100 % de cette cotisation totale. Le Conseil d'administration a décidé d'y contribuer à 2 % et les employés ont également décidés d'y contribuer à 2 %.

La charge encourue est comptabilisée à l'état des résultats sous la rubrique régime de retraite.

#### 17 POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

##### Risques et concentrations

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. L'analyse suivante indique l'exposition de l'organisme aux risques à la date du bilan.

##### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard à ses créditeurs et à la portion court terme de la dette à long terme. Les créditeurs sont généralement remboursés dans un délai court. Le risque associé à ces créditeurs est alors minime.

## CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE

### NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 MARS 2023

#### 17 POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

##### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux comptes clients et autres créances et aux subventions à recevoir. L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités et les subventions proviennent d'organismes reconnus et font l'objet d'ententes.

##### Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'organisme est principalement exposé au risque de taux d'intérêt.

##### Risque de taux d'intérêt

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie. Les dettes à long termes de l'organisme sont garanties par le programme SHQ AccèsLogis. Le risque de taux d'intérêt est alors minime.

#### 18 CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice courant.

**CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE**  
**RESULTATS PAR PROJET**

		Fonctionnement	ACCESSIBILITÉ	RENOVATION CUISINE	MDF	MDF RRM	MDJ Bunker	EEC	MDJ SLIM	Repère PIMJ	REPÈRE	Services éducatifs SEPC	SE Habro	SEPC-SPR	HLM Familles	HLM Aïnés	HLM Habro	HLM Habro TANDEM	VCS	Les Appartements Entre-Gens	
<b>Pour l'exercice terminé le 31 mars 2023</b>	<b>Total</b>																				
<b>Produits</b>																					
Subventions (note 13)	801 221	338 740			71 793	9 779	99 721	19 607	8 591	20 126	50	8 682	7 301	7 004	32 374	84 382	42 000	5 487	45 584		
Location de salles	134 771	134 771																			
Contribution des bénévoles (note 14)	14 977	14 977																			
Les Appartements Entre-Gens	38 082																			38 082	
Amortissement -subv. reportées	32 700	14 748																		17 952	
Remise de projets et autres	20 007	20 007																			
Amortissement - dons reportés	7 037	7 037																			
Activités d'autofinancement	660				660																
Cotisations memb. et cont. des part.	6 476	703			2 712					50					1 454	1 557					
Ventes de produits et services	1 537	1 537																			
Autres revenus et autres subventions	25 250	24 768			185		297														
Intérêts	11 208	11 208																			
	<b>1 093 926</b>	<b>568 496</b>	-	-	<b>75 350</b>	<b>9 779</b>	<b>100 018</b>	<b>19 607</b>	<b>8 591</b>	<b>20 176</b>	<b>50</b>	<b>8 682</b>	<b>7 301</b>	<b>7 004</b>	<b>33 828</b>	<b>85 939</b>	<b>42 000</b>	<b>5 487</b>	<b>45 584</b>	<b>56 034</b>	
<b>Charges</b>																					
Salaires et charges sociales	740 339	362 567			60 820		81 880	19 607	5 774	18 133		3 550	530	3 954	27 019	73 831	36 976	2 435	43 263		
Honoraires professionnels	78 641	1 538	50 424		5 835	7 881	117					3 594	5 683				800	600			
Donation	15 000													15 000							
Collaboration des bénévoles (note 14)	14 977	14 977																			
Amortissement des immobilisations	51 818	33 866																		17 952	
Dépenses d'activités	35 395	1 638			6 971	827	8 406		1 935	800	50	501	326	881	4 405	5 478	725	2 452			
Les Appartements Entre-Gens	27 055																			27 055	
Entretien et réparations	15 758	14 646	654		314		144														
Électricité et chauffage	31 724	31 724																			
Frais administratifs des projets	21 964	2 734			566	921	8 134		800	721					1 525	4 800	1 763				
Taxes et permis	17 707	17 707																			
Télécommunications	5 791	3 306								245			114		490	668	488		480		
Assurances	12 964	12 564																	400		
Régime de retraite (note 16)	10 151	6 158			762		921			62					389	763	697		399		
Fournitures de bureau	14 438	9 630		3 951									35			107	173		542		
Impression et photocopies	3 882	3 132				150	250			200							150				
Divers	3 352	2 315										1 037									
Dépenses d'équipe	6 398	6 398																			
Publicité	359	359																			
Location d'équipement	2 171	2 171																			
Frais de formation	3 080	2 580																		500	
Frais postaux	50	50																			
Cotisations et abonnements	7 108	7 108																			
Frais de déplacement	1 287	422			82		166		82	15						292	228				
Intérêts et frais de banque	3 256	3 256																			
	<b>1 124 665</b>	<b>540 846</b>	<b>51 078</b>	<b>3 951</b>	<b>75 350</b>	<b>9 779</b>	<b>100 018</b>	<b>19 607</b>	<b>8 591</b>	<b>20 176</b>	<b>50</b>	<b>8 682</b>	<b>6 688</b>	<b>22 004</b>	<b>33 828</b>	<b>85 939</b>	<b>42 000</b>	<b>5 487</b>	<b>45 584</b>	<b>45 007</b>	
<b>Excédent (insuffisance) des produits par aux charges</b>	<b>(30 739)</b>	<b>27 650</b>	<b>(51 078)</b>	<b>(3 951)</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	613	(15 000)	-	-	-	-	-	-	<b>11 027</b>

**CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE-CÔTE  
RÉSULTATS PAR PROJET**

		Fonctionnement	ACCESSIBILITÉ	MDF	MDF RRM	CAMPS	MDJ Bunker	EEC	MDJ SLIM	Repère PIMI	Services éducatifs SEPC	SE Habro	SEPC-SPR	HLM Familles	HLM Aînés	HLM Habro	HLM Habro TANDEM	VCS	Les Appartements Entre-Gens
<b>Pour l'exercice terminé le 31 mars 2022</b>	<b>Total</b>																		
<b>Produits</b>																			
Subventions (note 13)	793 588	357 570	48 478	28 208	15 654	2 200	56 510	24 305	18 132	10 950	23 377	13 657	11 796	32 936	86 466	42 000	1 513	19 836	
Location de salles	110 792	110 792																	
Contribution des bénévoles (note 14)	8 613	8 613																	
Les Appartements Entre-Gens	25 354																		25 354
Amortissement -subv. reportées	25 428	6 727																	18 701
Remise de projets et autres	30 135	30 135																	
Amortissement - dons reportés	8 677	8 677																	
Activités d'autofinancement	1 097			1 097															
Cotisations memb. et cont. des part.	3 077			200		1 991								50	796	40			
Ventes de produits et services	1 297	1 297																	
Autres revenus et autres subventions	24 520	24 353					167												
Intérêts	2 801	2 801																	
	<b>1 035 379</b>	<b>550 965</b>	<b>48 478</b>	<b>29 505</b>	<b>15 654</b>	<b>4 191</b>	<b>56 677</b>	<b>24 305</b>	<b>18 132</b>	<b>10 950</b>	<b>23 377</b>	<b>13 657</b>	<b>11 796</b>	<b>32 986</b>	<b>87 262</b>	<b>42 040</b>	<b>1 513</b>	<b>19 836</b>	<b>44 055</b>
<b>Charges</b>																			
Salaires et charges sociales	674 442	387 478		22 463			47 241	24 305	16 907	7 926	7 782		3 753	27 179	70 935	38 180	800	19 493	
Honoraires professionnels	111 085	20 019	48 478	321	13 387		217			1 200	10 863	10 378	6 222						
Collaboration des bénévoles (note 14)	8 613	8 613																	
Amortissement des immobilisations	45 938	27 237																	18 701
Dépenses d'activités	24 991	1 024		3 784	874	3 898	4 236			702	1 967	1 269	334	1 763	4 915	225			
Les Appartements Entre-Gens	30 330																		30 330
Entretien et réparations	12 954	12 103										270			581				
Électricité et chauffage	26 433	26 433																	
Frais administratifs des projets	31 031	2 375		2 221	906		3 768		999	847	2 335	1 300	1 287	2 981	8 946	2 366	700		
Taxes et permis	16 313	16 313																	
Télécommunications	5 589	3 363									280	301		420	875	350			
Assurances	10 803	10 803																	
Régime de retraite (note 16)	9 524	6 118		364			627		226					480	659	694	13	343	
Fournitures de bureau	11 336	11 259					38					39							
Impression et photocopies	3 544	2 194		150	150		250			200		100	200	150		150			
Divers	6 014	4 964		150	75		300			75	150				225	75			
Dépenses d'équipe	3 874	3 874																	
Publicité	1 137	1 137																	
Location d'équipement	2 167	2 167																	
Frais de formation	259	27			232														
Frais postaux	370	370																	
Cotisations et abonnements	5 788	5 788																	
Frais de déplacement	1 183	669		52	30	293								13	126				
Intérêts et frais de banque	2 978	2 978																	
	<b>1 046 696</b>	<b>557 306</b>	<b>48 478</b>	<b>29 505</b>	<b>15 654</b>	<b>4 191</b>	<b>56 677</b>	<b>24 305</b>	<b>18 132</b>	<b>10 950</b>	<b>23 377</b>	<b>13 657</b>	<b>11 796</b>	<b>32 986</b>	<b>87 262</b>	<b>42 040</b>	<b>1 513</b>	<b>19 836</b>	<b>49 031</b>
<b>Excédent (insuffisance) des produits par aux charges</b>	<b>(11 317)</b>	<b>(6 341)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(4 976)</b>

**ANNEXE - LES APPARTEMENTS ENTRE-GENS**

**RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2023**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
	\$	\$
<b>PRODUITS</b>		
Subventions	629	840
Loyer	22 659	22 592
Dons	10 108	-
Remboursement électricité	1 800	1 740
Divers	1 889	90
Revenus d'intérêts	575	62
Revenus de laveuse et sècheuse	422	30
	<u>38 082</u>	<u>25 354</u>
<b>CHARGES</b>		
Intérêt sur la dette long terme	630	840
Électricité	4 431	4 165
Assurances	5 491	5 120
Honoraires professionnels	4 068	3 875
Taxes	3 844	3 636
Entretien et réparations	4 375	4 531
Télécommunications	2 668	2 615
Frais bancaires	243	4 015
Dépenses d'activités	1 080	1 468
Divers	225	65
	<u>27 055</u>	<u>30 330</u>
<b>EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT AMORTISSEMENT</b>	<u>11 027</u>	<u>(4,976)</u>
Amortissement des apports afférents aux immobilisations	17 952	18 701
Amortissement des immobilisations	<u>(17 952)</u>	<u>(18 701)</u>
<b>EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<u>11 027</u>	<u>(4,976)</u>